

## Les VRP de la dernière lubie ministérielle et de la technicisation doivent prendre de la hauteur !

---

Dominique MOMIRON

lundi 13 juin 2011

Dans sa livraison de juin 2011, [l'excellente revue des Cahiers Pédagogiques développe un entretien avec Philippe Meirieu](#) sur un thème stratégique en cette période de préparation des plus grandes élections politiques françaises (présidentielle et législatives) [1]. Ce thème est le suivant : la construction (et non la reconstruction) d'un service public d'éducation.

Philippe Meirieu — qui s'est désormais engagé pleinement dans la responsabilité politique au sein d'un parti [2] et au service d'une région [3] dont il assure une vice-présidence — développe l'idée que dans les faits, notre pays et ses deux principaux partis politiques réduisent la question de l'éducation à la seule question scolaire et se privent de fait d'une vision opératoire.

L'engagement politique de Meirieu lui confère sans aucun doute un devoir de transcendance de la seule question scolaire comme de la seule problématique pédagogique. Dans son interview, il préconise donc d'étendre la problématique du service public d'éducation à la question de l'éducation familiale et à celle des associations éducatives. Ces éléments, l'historien Antoine Prost les avait déjà intégrés à son érudite et subtile contribution à l'Histoire de l'éducation [4]. En effet, on aurait bien tort de ne pas prendre en considération ces domaines éducatifs dont l'action joue une part considérable sur ce que peut faire l'école avec les enfants qui lui sont confiés. Meirieu propose en plus de rajouter la dimension des médias qu'il est inconséquent d'ignorer à notre époque, tant ils jouent un rôle majeur dans l'éducation globale des enfants, mais aussi dans l'éducation tout au long de la vie.

Bref, Meirieu propose d'inscrire la question de l'école dans la question vraiment plus vaste de l'éducation, éducation de l'enfant avec ses grands principes politiques fondateurs, mais aussi éducation tout au long de la vie, l'éducation populaire. Il souhaite une réflexion politique consistante pour une éducation globale et citoyenne « *dans le respect de la spécificité de chaque profession et de chaque institution* ».

À cet égard, dans le début de son interview, il jette un beau pavé dans la mare des inspecteurs pédagogiques. Sans les citer explicitement, il évoque notamment un phénomène inquiétant de notre époque qui les implique au premier chef. Il s'agit de « *la caporalisation qui sévit dans nos structures et la confusion, de plus en plus répandue, dans l'Éducation nationale comme ailleurs, entre l'État et le gouvernement : ceux qui sont censés représenter l'État dans sa continuité, porter les textes fondateurs en matière éducative, faire respecter les engagements des différentes lois d'orientation et, même, tout simplement, faire respecter le code de l'éducation, se contentent d'être des VRP de la dernière circulaire ou de la dernière lubie du ministre.* »

Là, tous les inspecteurs qui nous ont suivis dans l'élaboration de **notre charte pour une éthique des corps d'inspection**, tous ceux-là comprennent de quoi il est question.

En effet, les ministres De Robien et Darcos ont tous les deux théorisé devant les stagiaires de l'Esen une doctrine des cadres pédagogiques qui les réduits en premier lieu à la fonction de promotion des orientations ministérielles. Qui plus est, la doctrine psycho-politique du type « Si

tu n'es pas avec moi, c'est que tu es contre moi » a fait des ravages dans tout l'encadrement de notre système scolaire, en faisant des inspecteurs des contremaîtres chargés de contrôler autoritairement la stricte application des dispositifs censés donner des résultats comptables pour les indicateurs du projet annuel de performance (c'est-à-dire le budget selon la LOLF). La fameuse politique du pilotage par les résultats fait des ravages dans nos écoles, au moins sur le plan de l'ébranlement psychologique de nombreux enseignants, néophytes ou expérimentés (« chevronnés », dit-on dans la novlangue de cette époque antipédagogique).

Alors, Meirieu dénonce encore l'implication péjorative que l'on a promue chez les inspecteurs : *« Quand on attendrait d'eux qu'ils veillent sur le respect de principes politiques et éthiques consubstantiels à notre république et aux conditions de pérennité de notre démocratie, on les voit plutôt, aux aguets, traquer ceux et celles qui seraient susceptibles de ne pas appliquer à la lettre les dernières instructions ».*

**Là aussi, notre charte répond à cette critique** que nous savons largement fondée.

Mais en nous interpellant ainsi, Meirieu nous invite à prendre de la hauteur dans notre action d'inspecteurs pédagogiques. Si nous voulons être utiles à notre pays, selon ses valeurs fondamentales, démocratiques et républicaines, l'essence de notre légitimité professionnelle doit se trouver dans notre capacité à apporter une expertise sincère en amont et en aval du système. Cela ne peut se réaliser dans une atmosphère déplaisante de suspicion généralisée et de négation de l'intelligence des enseignants. Ce faisant, Meirieu nous invite aussi à dépasser la seule sphère scolaire dans notre compréhension et notre analyse du système éducatif.

Prendre de la hauteur en s'intéressant à tout ce qui joue dans l'éducation est effectivement impératif indispensable pour asseoir une inspection pédagogique constructive et utile aux acteurs de l'école, qu'ils soient enseignants, élèves, parents ou responsables politiques. Ne renonçons pas à développer cette manière de penser et de vivre l'inspection. L'avenir est de ce côté-là, quoi qu'il arrive.

#### **D. Momiron**

[1] Notre démocratie semble passer par pertes et profits les élections sénatoriales de cet automne, alors que pour la première fois sous la Ve République, le Sénat peut avoir une majorité politique de gauche.

[2] EELV

[3] Rhône-Alpes

[4] A. Prost -Histoire de l'enseignement et de l'éducation, Tome IV Depuis 1930, éditions Perrin 2004